

# Les migrants, torturés et battus en Bulgarie

Union européenne Une plainte a été déposée auprès de la Commission au nom de quatorze Afghans qui refusent d'être renvoyés par la France en Bulgarie.

**C**e qui arrive aux migrants en Bulgarie révèle des traitements observés dans les Etats non démocratiques du monde." L'avocate française Ouled Olfa ne mâche pas ses mots pour décrire le sort réservé aux personnes qui pénètrent dans l'Union européenne par le territoire bulgare, en provenance de la Turquie. Avec l'avocat Clément Père, elle a déposé ce mardi une plainte auprès de la Commission européenne au nom de quatorze Afghans, que la France voudrait renvoyer en Bulgarie - soit l'Etat par lequel ils sont entrés dans l'UE et qui, en vertu du règlement de Dublin, est responsable de leur accueil. "Ils sont tous dans un état d'angoisse absolue à l'idée d'être renvoyés de force dans un pays où ils n'ont jamais été autorisés à demander l'asile, où ils ont été soumis aux plus vicieuses formes d'injustice et de violence", peut-on lire dans le document.

Les témoignages présentés par les deux avocats dénoncent une

***"Ils frappent tout le monde. Ils ont de très gros chiens. Ils les lâchent sur nous."***

**Jan Ghul**

Un Afghan passé par la Bulgarie.

politique systématique de violence à chaque étape de l'accueil des migrants en Bulgarie. D'abord, après avoir traversé la frontière, ils sont généralement interpellés par les policiers bulgares. "Ils frappent tout le monde énormément. Ils ont des gros chiens comme des tigres. Ils les lâchent sur nous", raconte Jan Ghul ". Une fois dépouillés de tous leurs biens, les migrants sont placés dans des camps fermés. Là, "on avait à manger deux fois et on allait aux toilettes une fois par jour. Nous étions enfermés dans une grande salle, avec des grilles, comme des cages", décrit Zoher ". Certains sont ensuite transférés dans des camps ouverts, où les conditions restent médiocres. Et qui n'ont parfois d'"ouvert" que le nom.

**"Si la Commission accepte ça, que va-t-elle accepter demain ?"**

Le 7 août 2018 devrait d'ailleurs se poursuivre le procès visant 21 migrants qui avaient protesté, en 2016, face à l'interdiction de sortie imposée au camp ouvert d'Harmanli et qui sont accusés de l'avoir "saccagé". "Nous avons décidé d'organiser une manifestation parce que nous ne pouvions plus sortir pour acheter à manger, alors que leur nourriture était insuffisante", se souvient Zoher ", qui a assisté à ces scènes mais n'est pas visé par le procès. Ce mouvement a été réprimé par les policiers. "Il y avait du sang partout. Ils nous ont frappés comme des chiens. Vers minuit, les policiers sont revenus dans les chambres avec des tasers". Ce que le témoignage de Safiullah " confirme: "Ils étaient cruels. Lorsque la police a compris que nous étions tous blessés, elle est repartie. Le matin, j'ai entendu que 3 ou 4 réfugiés avaient été tués. La police a emmené leurs corps".

En 2017, le Comité contre la torture de l'Onu avait déjà pointé "la violence infligée aux migrants" en Bulgarie. Soutenus par le groupe des Verts au Parlement européen, les avocats exigent que la Commission enclenche des procédures en infraction contre Sofia pour violation de la Convention européenne des droits de l'homme. Ils demandent qu'en attendant, les renvois de "dublinés" vers la Bulgarie soient suspendus. Pour l'instant, le sort des migrants passés par ce pays est fixé, en France du moins, au cas par cas. Confrontés aux témoignages et preuves médicales de mauvais traitements, certains juges français suspendent les renvois vers la Bulgarie, mais d'autres les "valident puisque l'UE n'a pas soulevé cette question", indique la plainte. "Si la Commission accepte ça aujourd'hui, que va-t-elle accepter demain ?", s'interroge M<sup>me</sup> Ouled. Cette même question inquiète la coprésidente du groupe des Verts Ska Keller, qui dénonce la tournure des débats sur la question migratoire: "Qu'importent les droits de l'homme, l'idée est d'accueillir le moins de migrants possible."

**Maria Udrescu**

→ (\*)Nom d'emprunt